



## DEPARTEMENT DES PYRENEES-ORIENTALES VILLE DE CERET

### DECISION DU MAIRE PAR DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL (Article L.2122-22 du CGCT)

#### Convention de mise à disposition d'un terrain communal

Le Maire de la commune de CERET (Pyrénées-Orientales),

VU l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'alinéa 5,

VU la délibération n°34/2020 du Conseil Municipal en date du 15 juillet 2020, portant délégation de pouvoir au Maire dans le cadre des articles L2122-22 et L2122-23 du Code Général des Collectivités territoriales, et ce pour la durée de son mandat,

VU la demande de la Casa Assolellada représentée par Monsieur Jean-Claude CHALANCON, directeur dont le siège est situé Chemin San Pluget, 66400 CERET,

Considérant que pour le bon déroulement des travaux de construction de l'EHPAD, l'implantation d'une base de vie sur le chantier est indispensable,

Considérant qu'afin de permettre une proximité idéale avec le chantier il est sollicité la mise à disposition par la commune de la parcelle BI 136.

#### **DECIDE**

**Article 1er** – De conclure une convention de mise à disposition à titre gratuit du terrain nu ci-après désigné :

<b>Commune</b>	<b>Lieu-dit</b>	<b>Section</b>	<b>N°</b>	<b>Contenance</b>
CERET	La Nogarède	BI	136	12 a 13ca

**Article 2** - La destination du terrain loué est exclusivement la suivante : installation d'une base de vie associée au chantier de construction du nouvel EHPAD, à l'exclusion de toute autre utilisation.

**Article 3** - La convention est consentie à titre précaire et révocable, pour la durée du chantier soit à compter du 10/11/2023 et jusqu'au 31/07/2025, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties 3 mois à l'avance par lettre recommandée avec accusé de réception.

**Article 4**- Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera portée à la connaissance du Conseil Municipal.

**Article 5** - La présente décision :

- Sera transmise à Monsieur le Préfet des Pyrénées-Orientales au titre du contrôle de légalité.

- Peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de CERET dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa notification, et de sa transmission

au contrôle de légalité. L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet.

- Peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Montpellier par courrier ou sur le site Télérecours citoyens ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité ou à compter de la réponse explicite ou implicite de Monsieur le Maire si un recours gracieux a été préalablement exercé.

Ampliation en sera :

- Adressée au Comptable Public.
- Notifiée à Casa Assolellada représentée par M. Jean-Claude CHALANCON,

Fait à CERET, le 15 novembre 2023

**Le Maire,  
Michel COSTE**

